



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction interministérielle  
de la transformation publique**

**Accord cadre relatif à l'accompagnement du Centre de la  
participation citoyenne de la DITP dans la conception, la  
mise en œuvre et le suivi de dispositifs de participation  
citoyenne**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

Numéro de consultation : DITP2021\_Participation\_citoyenne

Procédure de passation : Procédure avec négociation (articles L. 2124-3 et R. 2124-3 du code de la commande publique)

Le présent document comporte 30 pages, numérotées de 1 à 30.

# Table des matières

<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT, FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 - REGLES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE DES LOTS 1, 2 ET 4 .....</b>	<b>6</b>
4.1 REGLES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE DES LOTS 1 ET 2 .....	6
4.2 REGLES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE DU LOT 4 .....	6
4.3 EXCEPTIONS AUX REGLES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE COMMUNES AUX LOT 1, 2 ET 4.....	6
4.3.1 <i>Le droit de suite</i> .....	6
4.3.2 <i>Impossibilité d'honorer la commande</i> .....	7
<b>ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>7</b>
5.1 CADRE GENERAL .....	7
5.2 RECONDUCTION DE L'ACCORD-CADRE .....	7
<b>ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>7</b>
8.1 REPRESENTATION DES PARTIES.....	7
8.1.1 <i>Représentation de l'acheteur</i> .....	7
8.1.2 <i>Représentation du titulaire</i> .....	8
8.2 CONDITIONS D'EXECUTION .....	8
8.2.1 <i>Mise en place de l'équipe technique</i> .....	8
8.2.2 <i>Remplacement des intervenants</i> .....	8
8.2.3 <i>Pilotage</i> .....	8
8.2.4 <i>Exigences relatives aux prestations</i> .....	9
8.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
8.3.1 <i>Obligation de conseil</i> .....	9
8.3.2 <i>Obligation d'information</i> .....	9
8.3.3 <i>Obligation de confidentialité</i> .....	9
8.3.4 <i>Mesures de sécurité</i> .....	10
8.3.5 <i>Responsabilité du titulaire</i> .....	10
8.4 CONSIDERATIONS SOCIALES.....	10
8.5 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	13
8.6 PILOTAGE DES PRESTATIONS .....	13
8.6.1 <i>Réunion de démarrage</i> .....	13
8.6.2 <i>Echange(s) et relecture des livrables</i> .....	13
8.7 GARANTIE .....	13

8.8 PENALITES .....	13
8.8.1 Pénalités liées aux considérations sociales.....	14
8.8.2 Pénalités en cas de retard liées à l'exécution des prestations.....	14
8.8.3 Pénalités en cas d'indisponibilité de la plateforme (lot 2).....	14
8.8.4 Seuil d'exonération des pénalités .....	15
8.9 ANNULATION DES PRESTATIONS ET REMBOURSEMENT DES FRAIS REELS .....	15
<b>ARTICLE 9 - REGIME FINANCIER.....</b>	<b>16</b>
9.1 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	16
9.2 VARIATION DES PRIX .....	16
9.3 EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE .....	16
9.4 AVANCES.....	17
9.5 MODALITES FINANCIERES.....	17
9.5.1 Acomptes.....	17
9.5.2 Retenue de garantie et cautionnement.....	17
9.5.3 Intérêts moratoires.....	17
9.5.4 Paiement pour règlements partiels définitifs .....	18
9.5.5 Modalités de facturation .....	18
9.5.6 Taux de TVA.....	18
9.5.7 Monnaie .....	19
9.5.8 Transmission des factures .....	19
<b>ARTICLE 10 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>20</b>
10.1 DEFINITIONS .....	20
10.2 DROITS RELATIFS AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES .....	20
10.3 DROIT RELATIFS AUX RESULTATS.....	21
10.3.1 Cession exclusive des résultats .....	21
10.3.2 Cession non exclusive .....	21
10.3.3 Dispositions communes aux résultats cédés.....	22
10.4 DROIT DES TIERS .....	22
10.5 PRIX DE LA CONCESSION / CESSION DES DROITS .....	22
10.6 EXERCICE DES DROITS.....	22
10.7 GARANTIE D'EVICITION.....	23
<b>ARTICLE 11 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>23</b>
12.1 LANGUE .....	23
12.2 GROUPEMENT .....	23
12.3 SOUS-TRAITANCE .....	23
12.4 ASSURANCES.....	24
12.5 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	25

12.6 RESILIATION .....	25
12.7 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE.....	26
12.7.1 <i>Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire</i> .....	26
12.7.2 <i>Suspension à l'initiative de l'acheteur</i> .....	26
12.7.3 <i>Prolongation du délai d'exécution des prestations</i> .....	27
12.7.4 <i>Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande</i> .....	27
12.7.5 <i>Modalités de communications en cas de crise sanitaire</i> .....	28
12.8 DIFFERENDS .....	28
12.9 LITIGES ET CONTENTIEUX .....	28
<b>ARTICLE 13 - DEROGATIONS .....</b>	<b>28</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>28</b>
ANNEXE 1 : FORMULAIRE RGPD - CONTRAT DE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ENTRE LE RESPONSABLE DE TRAITEMENT ET SON SOUS-TRAITANT .....	28

## ARTICLE 1 - ACHETEUR

Ministère de la Transformation et de la Fonction publiques  
Direction interministérielle de la transformation publique (DITP)  
20, avenue de Ségur  
TSA 70732 75007 Paris

## ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet d'assister le centre interministériel de la participation citoyenne (CIPC) au sein de la DITP dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de dispositifs participatifs destinés à prendre en compte la parole des citoyens dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques.

Le lot 3 pourra être mobilisé par l'équipe « Expérience Usagers » de la DITP pour procéder à des recrutements secs.

Pour cela, le présent marché doit permettre d'appuyer le CIPC et les autres administrations bénéficiaires dans sa réponse aux enjeux suivants :

- Aider à la définition de la stratégie et au cadrage des démarches de concertation avec les citoyens ;
- Accompagner les démarches de participation des citoyens dans le cadre de la mise en œuvre des grands projets de transformation et outiller les administrations dans leurs démarches ;
- Instituer un « devoir de suite », quel que soit le format du dispositif choisi, et notamment rendre compte aux citoyens, contribuer à améliorer le traitement des avis et contributions ;
- Diffuser la culture de la participation, informer et former.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Le présent accord-cadre est conclu selon la réglementation en vigueur et fait notamment référence au code de la commande publique.

## ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT, FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est alloti de la façon suivante :

N° Lot	Objet du lot	Nombre d'attributaires
1	Animation de dispositifs en présentiel	3
2	Organisation d'une consultation en ligne	4
3	Recrutement	1
4	Pilotage des dispositifs de concertation, capitalisation et valorisation des résultats	2

Chaque lot constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande. Les modalités d'attribution des bons de commande sont précisées ci-après pour les lots 1, 2 et 4. Les bons de commande sont déclenchés après notification des accords-cadres (lots) et sont émis au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

Chaque accord-cadre est conclu sans minimum et sans maximum.

## **ARTICLE 4 - REGLES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE DES LOTS 1, 2 ET 4**

Les bons de commande sont déclenchés après notification des accords-cadres (lots) et sont émis au fur et à mesure de l'apparition des besoins. La répartition des commandes entre les titulaires s'effectuera selon une règle de répartition des prestations entre les différents titulaires définies comme suit.

### **4.1 Règles d'attribution des bons de commande des lots 1 et 2**

Les bons de commande sont attribués aux titulaires de chaque lot à tour de rôle.

Pour chaque lot, la première commande est attribuée à celui des titulaires le mieux classé dans le cadre de la mise en concurrence du présent accord-cadre. Le bon de commande suivant est ensuite attribué au titulaire suivant, dans l'ordre de classement lors de l'attribution du lot considéré. Dès lors que tous les titulaires ont été sollicités, l'attribution revient au titulaire arrivé premier et recommence le tour de rôle.

Le titulaire devra, tous les 6 mois à compter de la date de notification de l'accord cadre, fournir au représentant du pouvoir adjudicateur un état récapitulatif (nombre) des bons de commande qui lui ont été adressés.

### **4.2 Règles d'attribution des bons de commande du lot 4**

Les bons de commande sont attribués aux différents titulaires du lot selon le principe dit « en cascade », dans le cadre des règles décrites ci-après :

- Règle n°1 : les bons de commande sont attribués au titulaire dont l'offre a été classée 1ère à l'issue de l'analyse des offres. Le titulaire n°1 dispose d'un délai de 10 jours ouvrés maximum à compter de la demande d'intervention écrite par l'administration pour envoyer un devis. Passé ce délai, la DITP peut s'adresser au titulaire dont l'offre a été classée en 2ème position. En outre, si le titulaire s'avère dans l'incapacité d'exécuter le bon de commande, il en informera la DITP. Celle-ci sera alors autorisée à s'adresser au titulaire classé 2ème.
- Règle n°2 : Le titulaire n°2 dispose à son tour d'un délai de 10 jours ouvrés maximum à compter de la demande de l'administration pour envoyer une proposition commerciale.

### **4.3 Exceptions aux règles d'attribution des bons de commande communes aux lot 1, 2 et 4**

#### **4.3.1 Le droit de suite**

Lorsque l'Administration commande, dans le cadre d'un même lot, une prestation qui fait directement suite à une prestation antérieure, objet d'un premier bon de commande, et dont elle est, selon l'Administration, difficilement séparable, ce bon de commande supplémentaire est dévolu au même titulaire, sans qu'il y ait lieu de prendre en compte la situation du tour de rôle et sans que cette attribution ne compte pour le tour de rôle en cours.

Le droit de suite s'exerce sans possibilité pour le titulaire attributaire du bon de commande supplémentaire d'y renoncer, ni pour les autres titulaires du lot de s'y opposer ou de prétendre à une indemnité.

#### 4.3.2 Impossibilité d'honorer la commande

Dans le cas où le titulaire sollicité n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés (par exemple : charge de travail trop importante, équipe non disponible, conflit d'intérêt), l'administration peut s'adresser au titulaire suivant dans le tour de rôle. Le titulaire sollicité informe l'administration des raisons de son incapacité dans un délai de 10 jours ouvrés. Le titulaire sollicité perd son tour dans le tour de rôle. L'administration s'adressera alors au titulaire suivant dans l'ordre d'attribution des bons de commande énoncés supra.

## **ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

### **5.1 Cadre général**

Chaque lot est conclu pour une durée de 24 mois. Ces durées s'entendent hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée de chaque accord cadre court à compter de sa date de notification.

### **5.2 Reconduction de l'accord-cadre**

Chaque lot est reconductible tacitement 2 fois 12 mois.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire 2 mois avant la date de fin de validité de l'accord cadre.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord cadre.

## **ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION**

Le lieu d'exécution des prestations objet de la consultation est la France métropolitaine, Corse comprise ainsi que les DROM-COM.

## **ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière par lot ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe commune à l'ensemble des lots ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes communes à l'ensemble des lots ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009, publié au Journal Officiel le 16 octobre 2009 ;
- l'offre technique du titulaire par lot ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le plan assurance qualité du titulaire
- les bons de commande.

## **ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1 Représentation des parties**

#### 8.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification de l'accord cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord cadre.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

L'administration s'engage à mettre à disposition du titulaire les informations en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations décrites dans le CCTP conformément aux décisions prises lors des réunions de lancement.

L'administration nomme au moins un correspondant technique qui assure le suivi des différentes prestations et qui est l'interlocuteur privilégié du titulaire.

#### **8.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un correspondant permanent identique à celui présenté dans son offre. Ce correspondant a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. En tout état de cause, il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de la qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché, notamment son offre.

Si l'interlocuteur référent est en congés, le titulaire s'engage à mettre à disposition un autre interlocuteur pour suivre les projets en cours et assurer les nouvelles demandes de l'administration.

### **8.2 Conditions d'exécution**

---

#### **8.2.1 Mise en place de l'équipe technique**

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

#### **8.2.2 Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution, le titulaire maintient l'équipe dédiée proposée dans son offre.

Cependant, le titulaire doit proposer, en cas de départ, le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Il doit également soumettre, à l'approbation de l'acheteur l'intégration d'un nouvel intervenant, dans un délai de 10 jours.

Néanmoins, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

Dans l'ensemble de ces cas, le titulaire propose l'acheteur, dans les 15 jours suivant la demande de remplacement, d'intégration ou de départ d'un intervenant, un profil équivalent qui est soumis à son approbation.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

#### **8.2.3 Pilotage**

Les titulaires transmettent à l'acheteur à une fréquence semestrielle un état de son activité au sein du présent accord-cadre.



Cet état d'activité comprend la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant (HT et TTC) ainsi que la liste des livrables fournis sur la période concernée.

#### 8.2.4 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

### **8.3 Obligations du titulaire**

---

#### 8.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

#### 8.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### 8.3.3 Obligation de confidentialité

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire est soumis, au-delà du respect de l'article 5 du CCAGPI, au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants, la confidentialité sur les faits, informations, renseignements, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont confiées sur le fondement du présent contrat.

Y compris après l'expiration du contrat, les renseignements, documents ou objets remis au Titulaire dans l'exercice de sa mission ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, ni à des membres du cabinet ne participant pas à l'équipe dédiée, sauf accord exprès de l'Administration. Dans les mêmes conditions, le titulaire ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite.

Y compris après l'expiration du contrat, le titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse de l'Administration. Lorsque les prestations sont à exécuter dans des conditions de confidentialité particulières, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'Administration. Il ne peut prétendre, de ce chef, à indemnité, à moins qu'il n'apporte la preuve que les conditions qui lui ont été imposées lui ont rendu l'exécution plus difficile ou plus onéreuse.

Le Titulaire doit prendre toute disposition pour assurer la conservation et la protection des éléments qui lui sont remis et qui revêtent un caractère secret. En cas de remise papier de documents, les locaux doivent faire l'objet de mesures de protection contre les intrusions, les sinistres et autres incidents. En cas de détention de documents électroniques, le Titulaire doit veiller à prendre toute mesure contre les intrusions et les applications hostiles. Il doit aviser sans délai l'Administration de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant entraîner une violation du secret.

A l'issue de la mission ou en cas de cessation anticipée du contrat pour quelque cause que ce soit, les informations et l'ensemble des documents reçus par le Titulaire devront être retournés

à l'Administration. Le Titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des documents restitués sur quelque support que ce soit, à l'exception de celles qui seraient strictement nécessaires pour satisfaire aux dispositions légales, réglementaires et déontologiques auxquelles il est soumis.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées et indépendamment des sanctions disciplinaires et pénales éventuellement encourues, le Titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

#### 8.3.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

#### 8.3.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### **8.4 Considérations sociales**

---

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

**Cette clause est applicable uniquement au lot 2 du présent accord-cadre.**

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi

que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »

- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

**Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :**

Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée d'exécution du marché	
Lot 2	1000 heures

**Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion**

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la fin de l'accord-cadre.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

**1. 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

**2. 2ème modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

**3. 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

### **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Emmanuelle RAIMBAULT

Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises

emmanuelle.raimbault@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission de :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion

### **Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC. Il porte sur un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures d'insertion.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit trimestriellement, à date fixe et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du mois conformément à la liste des pièces qui lui a été fournie.

Pour assurer une transmission sécurisée et traçable des pièces nécessaires, en conformité avec les recommandations du RGPD, il sera fait usage de l'outil « navette entreprise » du système de gestion des clauses sociales « ABC Clause » utilisé par l'EPEC.

Après l'attribution du marché, l'EPEC fournira à la personne désignée au sein de l'entreprise attributaire un code d'accès à cet outil afin qu'elle puisse faire valider les profils des publics ainsi que les heures réalisées.

Le code d'accès à la navette entreprise est unique et lié à la personne désignée responsable au sein de l'entreprise attributaire. Si cette dernière venait à changer, un nouvel accès serait créé afin de s'assurer de la traçabilité des données. Dans ce cadre, l'entreprise s'engage à prévenir l'EPEC en cas de changement du responsable du suivi des heures d'insertion.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 8.8 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement

d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

---

## **8.5 Considérations environnementales**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application des articles R.2111-10 et L.2112-2 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques et des conditions d'exécution des prestations à caractère environnemental.

---

## **8.6 Pilotage des prestations**

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire :

### 8.6.1 Réunion de démarrage

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation. L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation de l'accord-cadre ;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement);
- rappeler la nature des livrables et le planning associé;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables;
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en oeuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.);
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire ;
- présenter la mise en place de la clause sociale.

### 8.6.2 Echange(s) et relecture des livrables

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

---

## **8.7 Garantie**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence. La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

---

## **8.8 Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

#### 8.8.1 Pénalités liées aux considérations sociales

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

#### 8.8.2 Pénalités en cas de retard liées à l'exécution des prestations

##### Pénalités de retard de livraison des livrables :

Par dérogation au CCAG de référence, le non-respect des délais d'exécution des prestations, fixés dans les bons de commande, par le fait du titulaire entraînera l'application, sans mise en demeure préalable, de pénalités de retard calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de l'UO commandée ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

La valeur des prestations concernées peut être calculée sur la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

##### Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution

Par dérogation au CCAG de référence, si le titulaire affecte des profils qui ne correspondent pas à ceux mentionnés dans son offre technique (ou équivalents et acceptés par l'administration), celui-ci encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de l'UO commandée;

R = le nombre de jours pendant lequel le profil n'a pas été correctement affecté sur la durée totale du bon de commande.

#### 8.8.3 Pénalités en cas d'indisponibilité de la plateforme (lot 2)

Par dérogation au CCAG de référence, et cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre d'heures de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité (coût de la licence).

Le décompte des pénalités est effectué à partir de la date de demande d'intervention formulée par l'administration. L'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait du pouvoir adjudicateur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;
- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché.

Tout logiciel figurant au marché est tenu pour indisponible lorsque l'usage en est rendu impossible, en raison d'un défaut de fonctionnement constaté par le pouvoir adjudicateur. L'indisponibilité s'applique à la dernière version mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à rendre au pouvoir adjudicateur l'usage du logiciel défectueux, au terme du délai fixé au CCTP, ou, à défaut, à lui mettre à disposition une solution aux fonctionnalités équivalentes.

En cas de constatation de nouveaux défauts sur le logiciel en cause, le titulaire est tenu d'y apporter de nouvelles corrections aux mêmes conditions.

Pendant ce délai, et jusqu'à ce que l'usage du logiciel redevienne possible, les matériels dont le pouvoir adjudicateur ne peut faire usage, par suite d'indisponibilité d'un logiciel, sont réputés indisponibles. Les pénalités sont alors calculées conformément aux stipulations précédentes.

La rémunération du droit d'utilisation des logiciels indisponibles est suspendue.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés au CCTP.

#### 8.8.4 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

### **8.9 Annulation des prestations et remboursement des frais réels**

En cas d'annulation du fait de l'administration des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande, celle-ci reste redevable des frais réels engagés par le prestataire. Le paiement de ces frais sera effectué sur présentation des justificatifs et ne devra pas conduire à l'enrichissement sans cause du titulaire. Le paiement de ces frais réels est calculé en fonction de la date de livraison prévue.

## ARTICLE 9 - REGIME FINANCIER

### 9.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont indiqués dans l'annexe financière, s'entendent **en euro** HT et TTC.

Les prestations seront rémunérées suivant une forme de prix unitaires qui figurent dans l'annexe financière.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site (sauf frais indiqués à l'annexe financière) ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

### 9.2 Variation des prix

Les prix du marché sont définitifs et fermes.

### 9.3 Emission et exécution des bons de commande

Toute demande d'achat (donnant lieu à un bon de commande), devra faire l'objet d'un devis préalable conforme à l'annexe financière de l'accord cadre.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Les bons de commande des lots 1 et 2 sont émis selon les règles d'attribution mentionnées dans le présent document.

Des bons de commande sont émis par la personne publique au fur et à mesure de la survenance des besoins. Ils peuvent être émis pendant toute la durée d'exécution du marché.

La réception du bon de commande par le titulaire vaut date de notification et ordre d'exécution des prestations demandées.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du devis le cas échéant ;
- la référence et le nombre d'UO à réaliser,
- le délai d'exécution de la commande à compter de sa date de notification (délai pris en compte pour le calcul des pénalités de retard),
- le prix HT et TTC des UO,
- le montant net HT et TTC du bon de commande.

**Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La durée d'exécution d'un bon de commande, émis le dernier jour de validité de l'accord-cadre, ne peut pas excéder 3 mois.**



La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG-PI.

---

#### **9.4 Avances**

Sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement et conformément aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, le taux de l'avance est de 5% pour les bons de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Ce taux est porté à 20% lorsque le titulaire de l'accord cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite moyenne entreprise au sens de l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord cadre.

---

#### **9.5 Modalités financières**

##### **9.5.1 Acomptes**

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

##### **9.5.2 Retenue de garantie et cautionnement**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

##### **9.5.3 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts

moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Conformément à l'article 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière, et du décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### 9.5.4 Paiement pour règlements partiels définitifs

La demande de paiement peut donner lieu à un paiement partiel définitif du bon de commande et/ou d'unités d'œuvre pour des prestations exécutées. La demande de paiement partiel définitif pourra être appliquée à l'ensemble des prestations du marché.

#### 9.5.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par la personne en charge du suivi des prestations.

Les factures comportent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le code du service exécutant de la direction ou du service émetteur de la commande ;
- le numéro du SIRET de l'Etat : 11000201100044
- la date d'émission de la facture
- la date de réalisation de la prestation
- l'identification du titulaire (raison sociale, adresse, n° SIRET, SIREN)
- la domiciliation bancaire du titulaire (du cotraitant et du sous-traitant le cas échéant)
- le numéro comportant dix chiffres correspondant à l'engagement juridique du marché (n° EJ court en page de garde de l'acte d'engagement)
- le numéro du bon de commande (EJ en 14)
- les UO exécutées
- le montant HT, TTC et le montant de la TVA applicable aux prestations réalisées

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

#### 9.5.6 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 9.5.7 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### 9.5.8 Transmission des factures

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

#### 1) Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de, soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

#### 2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

#### 3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

[https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1 /](https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/)

rubrique « nous contacter »

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, Depuis le 1er janvier 2020, la dématérialisation des factures est obligatoire pour toutes les entreprises. Attention appelée : toute facture adressée sous format papier sera automatiquement rejetée par l'administration, ce qui implique des délais de paiement plus longs et le non-paiement des intérêts moratoires en cas de retard de paiement.

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée. Durant ce délai, le titulaire peut remettre une facture papier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées au comptable assignataire dont dépend la direction ou le service utilisant l'accord cadre.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est celui de la direction ou du service utilisant l'accord cadre.

Le comptable assignataire est celui de la direction ou du service utilisant l'accord cadre, conformément à la carte d'assignation comptable de l'ensemble des ministères économiques et financiers.

L'adresse du comptable assignataire et les références du service exécutant figurent sur les bons de commande.

Passé ce délai, en cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution de l'accord cadre, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut remettre une facture papier dans le délai provisoire qui lui a été accordé.

Durant ce délai, le titulaire remet une facture papier envoyée en un seul original à l'adresse du comptable.

## **ARTICLE 10 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

En matière de propriété intellectuelle, le régime juridique qui s'applique aux résultats de l'accord-cadre est celui de l'option B du CCAG/PI dont les modalités de cessions sont définies ci-après.

### **10.1 Définitions**

Les livrables suivent les régimes juridiques correspondant aux définitions données ci-après.

Les résultats sont définis à l'article 23.1 du CCAG-PI. En complément de l'article 23.1 du CCAG-PI, le Résultat désigne tous les livrables issus de la réalisation des prestations décrites dans le CCTP du présent accord cadre et comprennent notamment les notes, les études, les rapports, les comptes rendus de réunion, les contenus audio, vidéo et visuels, les retranscriptions d'ateliers, analyses, infographies, traitements questionnaires, questionnaire, documents de recrutement, les projets et rendus finaux.

En complément de l'article 23.6 du CCAG-PI, les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre et qui appartiennent à l'administration à la notification de l'accord-cadre, notamment les rapports préexistants, les stratégies internes, les codes sources de la plateforme (lot 2). Sont considérées comme connaissances antérieures au sens du même article tous les éléments appartenant au titulaire au jour de la notification de l'accord cadre et remis à l'administration pour réaliser les prestations objet du présent accord cadre.

Le titulaire s'engage à communiquer au fur et à mesure de l'exécution des prestations les connaissances antérieures utilisées, accompagnées du régime juridique y afférent. Le titulaire s'engage à informer l'administration des connaissances antérieures incorporées et indissociables de l'exploitation du résultat.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de l'exécution de l'accord cadre pour répondre aux objectifs décrits dans le CCTP du présent accord cadre.

### **10.2 Droits relatifs aux connaissances antérieures**

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'administration peut fournir au titulaire des éléments créatifs existants dont elle est propriétaire. L'administration communique au titulaire l'étendue des droits qu'elle détient sur les œuvres concernées. Dans le cas d'une concession exclusive, l'administration reste seule propriétaire de ces éléments. Selon les cas, le titulaire peut être amené à utiliser ces œuvres, à les adapter, à les modifier et à les arranger.

Lorsque le titulaire fournit des connaissances antérieures pour l'exécution des prestations, celui-ci s'engage à informer l'administration, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre et du régime des droits y afférent.

Les droits afférents aux connaissances antérieures sont concédés.

### **10.3 Droit relatifs aux résultats**

---

#### **10.3.1 Cession exclusive des résultats**

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, conformément à l'article L. 131-3 du code de la propriété intellectuelle, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents notamment aux livrables suivants :

Note de cadrage, calendrier, note de problématique, note de synthèse, rapport d'analyse, note méthodologiques, synthèse, contenus de restitution audio, vidéo et visuels, les retranscriptions d'ateliers, synthèse d'ateliers, contributions des ateliers, résultats des analyses et synthèses (avant et après transformation en matériau pédagogique), comptes rendus de réunion et d'animation, synthèse des ateliers, notes de recommandations, traitement quantitatifs et qualitatifs des questionnaires, contributions aux questionnaires, questionnaires d'enquête, supports des résultats d'analyse, verbatim, document de suivi de recrutement, support de réunions, préconisations, cartographies.

Le titulaire du marché cède pour les livrables susmentionnés :

- Le droit de reproduction et d'utilisation, pour quel qu'usage que ce soit, par quel que procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur (papier, supports dématérialisés, supports audio,...) ;
- Le droit de représentation et de diffusion de quelle que façon que ce soit, sur quel que support ;
- Le droit d'adapter, de traduire, de réaliser de nouvelles versions, de maintenir, modifier, décompiler, assembler et de transcrire ;
- Le droit pour l'administration, de procéder au dépôt en tant que marque des identités visuelles et des chartes graphiques créées dans le cadre du marché, quels que soient les territoires et les classes de dépôt.

Les droits transférés le sont pour tout mode d'exploitation matériel ou immatériel, sans supplément de prix.

En application de l'article B.25 du CCAG-PI, alinéa 1er, les droits transférés le sont pour toute destination, quelle qu'elle soit. Ces résultats pourront notamment être utilisés dans le cadre de dispositifs, d'une campagne d'information ou encore pour une utilisation interne ou externe à l'administration.

Le titulaire ne peut sans un accord préalable écrit de la DITP, reproduire, diffuser, ou donner l'autorisation de reproduire et de diffuser, les livrables élaborés et cédés dans le cadre du présent marché. Le titulaire demande à la DITP son accord express pour le droit de reproduire et de représenter, de publier et d'exploiter les créations et les livrables réalisés.

#### **10.3.2 Cession non exclusive**

Le titulaire du marché cède, à titre non exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents notamment aux livrables suivants :

Guide d'animation, support d'animation, livret participant, éléments pédagogiques, grilles ou cadres de saisie de la participation pour en permettre l'analyse, infographies, facilitation visuelle, supports de formation, modèle de fiche d'évaluation, proposition de grilles d'évaluation et d'analyse.

Le titulaire du marché cède pour les livrables susmentionnés les droits suivants :

- Le droit de reproduction et d'utilisation pour quel qu'usage que ce soit, par quel que procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur (papier, supports dématérialisés, supports audio,...) ;
- Le droit de représentation et de diffusion de quelle que façon que ce soit, sur quel que support ;
- Le droit d'adaptation, de réutilisation, de traduction, en toute langue, le droit de corriger, de modifier, décompiler, assembler et de transcrire ;

Ces résultats pourront notamment être utilisés dans le cadre de dispositifs de concertation futurs ou encore à des fins d'échanges d'information au sein de l'administration.

#### 10.3.3 Dispositions communes aux résultats cédés

Les droits mentionnés aux articles 10.3.1 et 10.3.2 du présent document sont cédés pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur. L'administration peut utiliser les résultats susmentionnés à des fins, tant internes aux services du ministère, qu'à titre de mutualisation des savoirs et connaissances avec d'autres administrations publiques (incluant les autres ministères et leurs opérateurs) ou sur internet.

---

### **10.4 Droit des tiers**

Concernant les droits extérieurs au titulaire (droits pour une image, comédiens, etc.), le titulaire s'engage à acquérir ces derniers pour une durée d'un an à compter de la livraison des résultats, sauf demande expresse de l'administration, et à faire le nécessaire en cas de reconduction et/ou à donner les informations nécessaires à l'administration pour que celle-ci puisse assurer une éventuelle extension/prolongation.

Le titulaire s'engage à respecter le droit des tiers. L'administration ne peut être tenue responsable des actes du titulaire contrevenants au respect de ces droits. Le titulaire pourra être tenu responsable en cas de non-respect du droit des tiers s'il n'a pas joué son rôle de conseil et d'information auprès de l'administration.

---

### **10.5 Prix de la concession / cession des droits**

La rémunération perçue par les titulaires de l'accord-cadre est réputée comprendre la rémunération des droits cédés.

En cas de cessation de l'accord cadre avant son terme pour quelle que cause que ce soit, l'administration conserve la propriété intellectuelle des seuls livrables, qui au jour de la cessation du contrat ont été réceptionnés par l'administration et dont le paiement a été réalisé ou est en cours de réalisation.

Au cas où, pour une création existante, les droits définis au présent article ne seraient pas en totalité ou en partie la propriété du titulaire de l'accord cadre, il appartiendra à celui-ci de signaler à l'administration les limites de ses droits pour cette création et de faire connaître à cette dernière les conditions auxquelles les droits de reproduction et/ou de représentation pourrait lui être cédés. Lorsqu'il aura négocié les droits, le titulaire de l'accord cadre communiquera à l'administration les contrats relatifs à la cession des droits ci-dessus mentionnés.

---

### **10.6 Exercice des droits**

Pour permettre à l'administration d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent accord cadre, le titulaire lui livre et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'exécution de l'accord cadre.

Par dérogation à l'article B.25.2 du CCAG-PI, le Titulaire ne peut en aucune manière publier les résultats du présent accord cadre. Il peut faire référence à l'accord cadre mais ne peut le faire concernant les commandes qui lui sont confiées que sur accord de l'administration.

### **10.7 Garantie d'éviction**

En complément de l'article B.25.3 du CCAG-PI les garanties prévues par cet article s'appliquent aux connaissances antérieures.

## **ARTICLE 11 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Afin de permettre l'applicabilité du RGPD, le responsable de traitement et son sous-traitant doivent remplir l'annexe 1 du présent document, dès que des données à caractère personnelles sont concernées par les prestations commandées. Ce document complémentaire, signé conjointement par le responsable de traitement et le prestataire extérieur, devenant ainsi sous-traitant au sens du RGPD, fixera le cadre précis dans lequel le sous-traitant se verra confier une partie de ces traitements.

Pour le lot 3, il est à noter que la DITP pourra être amenée à demander de recontacter les participants sollicités précédemment.

## **ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **12.1 Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### **12.2 Groupement**

Le mandataire du groupement représente l'ensemble de ses membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

### **12.3 Sous-traitance**

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

L'acheteur dispose d'un délai de (21 jours) à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si

l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu. Ce délai court uniquement si la déclaration reçue est correctement complétée.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché public pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le ou les sous-traitant(s) de ses obligations.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

La reconduction de la déclaration de sous-traitance s'effectue dans les mêmes conditions que l'accord-cadre.

---

## **12.4 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.



Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## **12.5 Autres obligations administratives**

---

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire, le(s) cotraitant(s) et le(s) sous-traitant(s) et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la boîte fonctionnelle [marche.ditp@modernisation.gouv.fr](mailto:marche.ditp@modernisation.gouv.fr)

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a. L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b. Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail.

Cette attestation comporte le nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

## **12.6 Résiliation**

---

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du

montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5% conformément au CCAG de référence.

## **12.7 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

---

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

### 12.7.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### 12.7.2 Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

#### 12.7.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

#### 12.7.4 Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

#### 12.7.5 Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Forme des notifications et des informations »).

### 12.8 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### 12.9 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

Tout litige est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution et au tribunal de grande instance de Paris pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

## ARTICLE 13 - DEROGATIONS

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il fait dérogation	Commentaires – objet de la dérogation
7	4.1	Ordre des pièces contractuelles
8.8	14.1	Calcul des pénalités
8.8.4	14.3	Seuil d'exonération des pénalités
10.6	B.25.2	Droit de publication des résultats
Article du CCTP	Article du CCAG auquel il fait dérogation	Commentaires – objet de la dérogation
4.5.4	3.1	Modalités d'échange d'information

## ANNEXES

### Annexe 1 : formulaire RGPD - Contrat de traitement des données à caractère personnel entre le responsable de traitement et son sous-traitant

Le présent document est complété en fonction du dispositif mis en place.

Précisions sur les mentions à faire figurer dans le présent document :

- Si le projet comporte plusieurs traitements avec plusieurs objectifs (= finalités au sens RGPD), il convient de les expliciter un à un avec à chaque fois les éléments associés (nature, durée, types, catégories).

- Conformément au CCTP et à la PSSIE, le traitement des données doit être effectué de préférence sur le territoire national, ou à défaut dans un pays de l'Union européenne.
- Afin de se conformer à l'article 32 du RGPD, il convient de détailler les mesures de sécurisation, organisationnelles et informatiques, que le responsable de traitement souhaite voir mises en œuvre pour assurer un niveau de sécurisation suffisant (par ex. chiffrement/anonymisation, disponibilité des données, modalités de transfert des données entre acteurs,...)

**Contrat de traitement des données à caractère personnel  
entre le responsable de traitement et son sous-traitant**

Le présent contrat prend effet à compter de sa signature,

**ENTRE** : [Nom du responsable de traitement], occupant la fonction de [intitulé du poste] au sein de [organisation] basé(e) au [adresse]

**ET** : [organisme sous-traitant], basé(e) au [adresse]

- Dans le cadre de l'opération de traitement de données à caractère personnel suivante,

**(Partie réservée au responsable de traitement)**

Nom du projet : .....

Objectif(s) du traitement : .....

Nature du traitement : .....

Durée du traitement : du ..... au .....

Type(s) de donnée(s) à caractère personnel concernée(s) : .....

Catégorie(s) ..... de ..... personne(s) ..... concernée(s) : .....

- Et conformément à l'article 28 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD),

Le sous-traitant s'engage en signant ce présent contrat à :

- ne pas recruter d'autre sous-traitant que xxxxx ; ce contrat valant accord du responsable de traitement pour le recrutement de ce sous-traitant du sous-traitant ;
- ne traiter que les données à caractère personnel sus mentionnées et ne les traiter que sur instruction documentée du responsable de traitement ;
- ce que les données à caractère personnel soient stockées à xxxx et à prendre toutes les mesures pour qu'il n'y ait aucun transfert de données à caractère personnel autre qu'entre les acteurs concernés ;
- veiller à ce que les personnes autorisées s'engagent à respecter la confidentialité ;
- garantir la sécurité du traitement conformément aux dispositions de l'article 32 du RGPD et notamment xxxxx ;

- aider le responsable de traitement, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes des répondants concernant leur droit d'observation, de rectification, et de suppression de leur(s) donnée(s) à caractère personnel ;
- selon le choix du responsable de traitement (rayer la mention inutile) :
  - supprimer toutes les données à caractère personnel au terme de la prestation de service
  - ou les renvoyer au responsable de traitement ;
- mettre à disposition du responsable de traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations relatives au RGPD ;
- signer avec son propre sous-traitant un contrat du même type définissant les actions attendues permettant de garantir la meilleure conformité au RGPD

Le présent contrat est régi par le droit français. Tout litige, se rapportant au contrat et qui n'aurait pas pu faire l'objet d'une résolution amiable entre les parties, sera porté devant la juridiction administrative française compétente.

Responsable de traitement

Fait à ..... le .....

Signature :

Sous-traitant

Fait à ..... le .....

Signature :